La création d'un observatoire : que s'agit-il de représenter ?

Joëlle Le Marec, Florence Belaën

Dans Communication & langages 2012/1 N° 171 , pages 29 à 45
Éditions NecPlus

ISSN 0336-1500
DOI 10.4074/S0336150012011039

Article disponible en ligne à l'adresse
https://shs.cairn.info/revue-communication-et-langages1-2012-1-page-29?lang=fr

CAIRN.INFO

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.

Distribution électronique Cairn.info pour NecPlus.
Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.
Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

La création d'un observatoire : que s'agit-il de représenter ?

JOËLLE LE MAREC ET FLORENCE BELAËN

Téléchargé le 21/02/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 188.119.23.47)

Joëlle Le Marec et Florence Belaën proposent dans cet article de rendre compte et d'analyser certaines caractéristiques des observatoires, à partir de la création récente de l'un d'entre eux, l'Observatoire du patrimoine et de la culture scientifiques et techniques (OPCST).

Un observatoire témoigne de deux phénomènes contradictoires : il répond à une demande généralisée d'accroissement de la visibilité des actions (ici) culturelles et de leurs effets de la part de ceux qui les mettent en œuvre et les soutiennent, mais dans son existence même, il active une pluralité des formes de production et de légitimation des savoirs chez les nombreux acteurs sollicités pour y participer.

Ce texte questionne ce que recouvre le manque de visibilité ou plutôt l'affirmation d'un besoin de visibilité, lié métaphoriquement à l'idée de mieux observer, par la qualification de l'injonction faite aux acteurs de se doter d'outils en lien avec leurs actions.

Mots clés : culture scientifique, sciences et société, coopération, évaluation, pluralité des savoirs, indicateurs

Nous souhaitons dans cet article analyser et rendre compte de certaines caractéristiques des observatoires, à partir de la création récente de l'un d'entre eux (l'Observatoire du patrimoine et de la culture scientifiques et techniques – OPCST), analysé depuis un double point de vue : d'une part, celui du maître d'œuvre en charge de la mise en place du dispositif et qui témoigne des interrogations, des choix méthodologiques et des difficultés rencontrées, et d'autre part, celui du chercheur qui interroge les cadres idéologiques, tout comme les aspirations et les engagements qui sont mobilisés par ce type de dispositif[1].

L'Observatoire du patrimoine et de la culture scientifiques et techniques est en effet né d'une réflexion entre l'Office de coopération et d'information muséales (OCIM) et le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Une mission d'instruction du projet a été confiée à l'OCIM.

Un observatoire est l'un de ces dispositifs qui tout à la fois intègrent une diversité d'intérêts de connaissance et de modes de production des savoirs, et peuvent contribuer à une normalisation et à une hiérarchisation de cette diversité. En cela, il est un dispositif ambivalent.

1. Même si l'article est écrit à deux, les rôles du maître d'œuvre et du chercheur ne sont pas étanches ni déterminés une fois pour toutes. Le chercheur a été impliqué dans les comités qui ont discuté l'idée et les formes de l'observatoire. Le maître d'œuvre a une production de recherche sur les pratiques en muséologie des sciences aujourd'hui. Les collaborations entre acteurs culturels et académiques sont caractéristiques des domaines de la muséologie et de la culture scientifique et technique.

NecPlus | Téléchargé le 21/02/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 188.119.23.47)

Il témoigne par son existence même, comme par les résultats de son action, d'un phénomène contemporain fondamental en anthropologie des savoirs : la pluralité des formes de production et de légitimation des savoirs. Simultanément, il reflète les réactions contrastées que suscite ce phénomène observé : d'une part, la revendication et l'organisation des modes d'expression et d'inscription de cette diversité des rapports aux savoirs, et par conséquent, la transformation des rapports sociaux, et d'autre part, à l'inverse, la création de nouveaux pouvoirs notamment par le développement d'une ingénierie technique et sociale du management de la production et de la validation des connaissances.

De l'expression de la nécessité d'un Observatoire...

Fin 2007, l'Office de coopération et d'information muséales (OCIM), centre de ressources pour les communautés professionnelles des musées et de la culture scientifiques et techniques, présente ses axes de développement à son comité d'orientation et de pilotage, composé de représentants de ses tutelles – en l'occurrence des représentants du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et de l'université de Bourgogne - et de personnalités du monde de la culture scientifique et technique et de la recherche.

L'OCIM en lui-même est une structure originale : un service de l'administration centrale (le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche) hébergé par une université. L'équipe est reconnue dans le milieu de la muséologie des sciences pour la qualité de ses actions dans trois domaines qui structurent ses missions de service public depuis vingt-cinq ans : la formation, l'édition et la documentation.

Au cours des discussions, émerge l'idée d'un observatoire de la culture scientifique qui pourrait s'ajouter aux missions antérieures de l'OCIM. Sont mis en avant le besoin d'un accroissement de la *visibilité* du champ professionnel et associatif de la culture scientifique et technique, le suivi des dynamiques d'ouverture et de reconfiguration de ce que recouvre ce domaine et, de la part du ministère de tutelle, la demande d'un retour sur l'efficacité des programmes et actions mises en œuvre pour le développement du patrimoine et de la culture scientifiques et techniques. L'équipe de l'OCIM est chargée d'instruire le projet de création de cet observatoire.

La première étape consiste à interpréter la demande. Pourquoi le champ de la culture scientifique et technique a-t-il besoin de son observatoire ? Ce besoin semble d'autant plus important à analyser que cette création intervient au moment où la tendance générale est plutôt à la diminution des budgets dans les institutions publiques et à l'accroissement des tâches dans tous les organismes. Le souci de donner à ces organismes et aux acteurs la culture scientifique et technique des moyens de disposer collectivement d'un dispositif de représentation et de suivi de ce qu'ils réalisent en commun est-il parfaitement compatible avec le besoin de la tutelle d'évaluer l'efficacité des actions de culture scientifique qu'elle soutient à partir de tels instruments de suivi ? Qui sera l'usager de l'observatoire ?

Les premières phases d'instruction du projet ont consisté en une vaste consultation, menée par l'équipe de l'OCIM auprès de très nombreux acteurs de la culture scientifique et technique et auprès d'autres observatoires. Il est apparu que

NecPlus | Téléchargé le 21/02/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 188.119.23.47)

la création d'observatoires est souvent liée à la formulation d'un problème. Les noms des observatoires reflètent le lien direct à ce problème, comme dans le cas de l'Observatoire de la violence, de l'Observatoire des relations entre hommes et femmes, de l'Observatoire économique des banlieues. La création de l'observatoire semble aller de pair avec la perception d'un problème ou d'une crise plus ou moins latente. Cependant, elle se réalise dans une perspective qui n'est pas celle du diagnostic et de la résolution politique, mais dans celle de l'élaboration de connaissances et celle de la construction de représentations du domaine et de ce qui est perçu comme crise, en vue d'une prise en charge collective de celle-ci et de l'anticipation d'un nouveau mode de gestion des tensions ou crises possibles dans ce même domaine, par un ensemble d'acteurs dont les intérêts et les visions peuvent diverger. Comme dans le cas des logiques de projet, l'observatoire anticipe dans son principe l'intégration d'intérêts et de points de vue différents, voire contradictoires.

La commande adressée en 2007 à l'OCIM peut donc laisser penser que la tutelle ministérielle ressent ou anticipe l'existence de tensions ou de problèmes dans le champ de la culture scientifique et technique. L'observatoire apparaît ainsi au départ comme la traduction en demande d'action de la représentation que les pouvoirs publics se font du milieu de la culture scientifique et technique au développement duquel ils contribuent fortement depuis les années 1980. Elle se traduit par la demande de création d'un dispositif chargé de résoudre au moins l'un des problèmes, explicitement formulé : un manque de visibilité[2].

Risquons dès à présent une hypothèse : l'un des problèmes posés par les observatoires, en tant qu'objets qu'il nous faut interroger, consiste peut-être dans la construction même d'une représentation d'un domaine comme étant en manque de visibilité. Un problème de représentation est interprété comme un problème du domaine lui-même, insuffisamment visible pour des raisons qui lui sont propres. L'observatoire est un dispositif destiné à fournir une représentation techniquement contrôlée et validée du domaine, là où dans certains cas une *vision politique* est brouillée. La demande de mesure d'impact des actions est elle-même une demande de mise en visibilité, d'objectivation du sens de l'action par ses effets. Là encore, c'est peut-être une crise de construction des représentations (d'un domaine, du sens des actions qui y sont développées) qui justifie le besoin d'un observatoire.

La culture scientifique et technique[3] et les transformations multiples des sciences, des savoirs sur les sciences et des relations entre sciences et société

Arrêtons-nous sur ce qui peut expliquer cette absence de visibilité ressentie à propos du domaine de la culture scientifique et technique, et sur le lien entre visibilité et évaluation de l'efficacité des actions menées pour la développer.

2. Cette représentation rencontre celle d'un certain nombre d'acteurs du domaine, dans la mesure où celui-ci répercute un perpétuel état de questionnement politique, culturel et social relatif aux relations entre les sciences et la société.

3. Les acronymes suivants seront utilisés dans l'article : CST pour Culture scientifique et technique, PCST pour Patrimoine et culture scientifiques et techniques.

NecPlus | Téléchargé le 21/02/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 188.119.23.47)

Comme cela a déjà été souligné, les sciences se transforment profondément par le questionnement qui porte sur ce qui en constitue l'extérieur et l'intérieur : Baudouin Jurdant[4] situe les principales transformations des rapports entre sciences et société, durant ces trente dernières années, dans la légitimation progressive d'une multiplicité de points de vue portés sur les sciences de la nature, notamment par les sciences humaines et sociales, mais aussi par quantité d'acteurs sociaux dont l'intérêt pour les sciences peut être revendiqué sans qu'il soit nécessaire d'en passer par un point de vue interne à celles-ci.

Simultanément, l'espace scientifique lui-même apparaît comme étant hétérogène et complexe aux yeux de tous ceux qui en font partie. Il apparaît empiriquement hétérogène dès lors qu'il est considéré comme un secteur d'activités professionnelles regroupant quantité d'agents. Ces derniers participent de l'intérieur au fonctionnement de la recherche professionnalisée sans être de formation scientifique eux-mêmes : ils y apportent des valeurs, des priorités propres à des cultures de métiers, des statuts, des savoirs différents, qu'ils soient étudiants, techniciens, personnels administratifs, etc. Michel Grossetti a montré par exemple, dans ses travaux sur un laboratoire de phonologie, les évolutions considérables provoquées par l'accroissement des équipements techniques et le rôle des ingénieurs[5]. Les communautés scientifiques elles-mêmes questionnent de l'intérieur la nature et le sens de leurs activités dans la mesure où celles-ci sont transformées profondément par des normes de management et de productivité qui ont fort peu à voir avec l'idéal d'autonomie des normes de rationalité scientifique. Même sur un plan plus strictement cognitif et hors toute référence aux dimensions politiques et sociales de la recherche, les conceptions de la science ont été fortement débattues par des épistémologues comme Paul Feyerabend[6] en rupture avec l'idéal d'une rationalité scientifique univoque.

La culture technique fait elle-même l'objet de réflexions qui suivent des lignées théoriques différenciées, et parfois antagonistes, selon qu'elles sont inspirées par des perspectives anthropologiques (Creswell, Lemmonier[7]) ou bien qu'elles se calent sur une sociologie de l'innovation technologique. David Edgerton[8] a questionné l'alignement de la recherche sur la culture technique par rapport aux préoccupations des promoteurs d'un marché de l'innovation. Enfin, Dominique Pestre et Christophe Bonneuil ont montré comment l'ensemble de ces transformations dans les frontières, les objets, les pratiques, les valeurs de la science

4. Baudouin Jurdant, entretien avec Joëlle Le Marec : « Écriture, *réflexivité*, scientificité », *Sciences de la Société*, 67, 2006, pp. 131-145.

5. Michel Grossetti et Louis-Jean Boé, « Sciences humaines et recherche instrumentale : qui instrumente qui ? L'exemple du passage de la phonétique à la communication parlée », *Revue d'anthropologie des connaissances*, 2(1), 2008.

6. Paul Feyerabend, *Contre la méthode, Esquisse d'une théorie anarchiste de la connaissance,* Seuil, coll. « Points Science », [1979], 1988 pour la traduction française.

7. Robert Creswell, *Évolution humaine : techniques et culture*, *in* Robert Cresswell (éd.), *Éléments d'ethnologie*, vol. 2, Armand Colin, 1975. Pierre Lemonnier et Bruno Latour (éd.), *De la préhistoire aux missiles balistiques*, Éditions de la Découverte, 1994.

8. David Edgerton, *The Shock of the Old: Technology and Global History since 1900,* London: Profile, 2007/New York: Oxford University Press, 2007.

NecPlus | Téléchargé le 21/02/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 188.119.23.47)

sont elles-mêmes liées à des mutations profondes affectant ce que recouvrent les secteurs du politique et de l'économique depuis la guerre[9].

Des constats parallèles pourraient être formulés pour la culture. Nous n'énumérerons pas dans les limites de cet article les réflexions, les travaux, les actions qui ont modifié l'espace des politiques culturelles et qui les ont intégrées à des débats relatifs aux conceptions de la culture, celles-ci étant à leur tour modifiées par des changements induits par ces politiques publiques. L'Observatoire des politiques culturelles (OPC, Grenoble) est précisément l'un des lieux d'expression et de diffusion de ces inter-redéfinitions entre conceptions de la culture et politiques culturelles, discutées par des chercheurs et des acteurs politiques et culturels.

À trente ans de distance, les travaux de Michel de Certeau[10] et de Bernard Lahire[11] constituent les balises d'une génération au cours de laquelle la pluralisation des discours sur la culture et l'attention portée au sens que les individus et les groupes donnent à leurs pratiques ont parfois inversé ou tout au moins infléchi l'inspiration des politiques culturelles. Ces dernières ont été moins préoccupées par la diffusion des œuvres d'une anthologie de la culture pour tous, et plus soucieuses d'accompagner les pratiques considérées dans leur diversité et par rapport à des ancrages temporels, sociaux, géographiques particuliers. L'intérêt pour la production culturelle est, quant à elle, sortie du champ artistique et littéraire avec des travaux portant par exemple sur les pratiques ordinaires (Bromberger)[12], ou la littérarité de l'écriture de vulgarisation (Jeanneret)[13]. Avec ce dernier travail, naît une proposition inédite d'articulation entre sciences et culture, puisqu'il ne s'agit aucunement de promouvoir une mise en culture des sciences, mais de considérer et d'emblée la dimension culturelle d'un genre de production textuelle relative aux sciences.

Le domaine de la culture scientifique et technique est dépendant de l'ensemble de ces mutations. Il s'agit de transformations empiriques, avec notamment les changements dans le sens et la nature de ce qu'on peut appeler « politique » culturelle et scientifique et la transformation de la structure des domaines d'activité concernés (professionnalisation, dépendance au marché, etc.) ; ce sont aussi des transformations théoriques, avec la légitimation d'une pluralité de conceptions de la culture, des sciences, des savoirs, et un ancrage de ces conceptions dans le cadre général d'une pensée sur la complexité. Schiele a détaillé les paradoxes apparents d'une reconduction à l'identique des discours de promotion de la vulgarisation scientifique depuis quarante ans, alors que dans le même temps

9. Dominique Pestre et Amy Dahan (dir.), *Les sciences pour la guerre (1940-1960)*, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 2004. Christophe Bonneuil et Frédéric Thomas, *Gènes, pouvoirs et profits. Recherche publique et régimes de production des savoirs de Mendel aux OGM*, Éditions Quae, 2009.

10. Michel de Certeau, *La culture au pluriel*, Seuil, 1974.

11. Bernard Lahire, *La Culture des individus. Dissonances culturelles et distinction de soi*, La Découverte, 2004.

12. Christian Bromberger, *Passions ordinaires. Du match de football au concours de dictée*, Bayard, 1998.

13. Yves Jeanneret, *Écrire la science. Formes et enjeux de la vulgarisation*, PUF, 1994.

NecPlus | Téléchargé le 21/02/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 188.119.23.47)

intervenait une mutation radicale du sens politique donné à cette exigence sans cesse réaffirmée de la vulgarisation. Cette permanence du discours peut masquer selon lui un réajustement permanent des missions confiées au secteur de la culture scientifique au fil des politiques de recherche des tutelles politiques[14]. L'attention obsessionnelle aux rapports de méfiance ou de confiance envers la recherche est ainsi une constante du discours de promotion des sciences par la vulgarisation. Elle exprime tout aussi bien l'obsession des tutelles politiques pour le maintien de la confiance dans la recherche en dépit des changements de cap des politiques scientifiques. L'un des derniers avatars en date est la promotion d'une « société de la connaissance » qui contribue à une requalification par le politique du consensus historique autour de la valeur attribuée aux savoirs.

Un événement comme la Fête de la science, qui semble témoigner de la robustesse d'un type de rapport aux sciences issu des initiatives militantes de communautés scientifiques soucieuses d'aller à la rencontre du public, est aujourd'hui l'un des moments importants de la communication en termes de marketing des établissements et des organismes de recherche.

Au niveau des collectivités territoriales, le secteur institutionnel et para-institutionnel de la culture scientifique et technique est parfois intégré à des perspectives de développement économique et industriel, d'une part, et à l'intégration des enjeux culturels et touristiques, d'autre part.

Pour prendre un autre exemple, l'un des phénomènes marquants de la décennie actuelle est ainsi certainement l'ensemble des réformes historiques qui affectent l'enseignement supérieur et la recherche et qui témoignent d'un changement de cap politique majeur dans ces domaines. Or, ces réformes, notamment la loi sur l'autonomie des universités en 2009, s'accompagnent d'une injonction forte à la prise en charge par les établissements de missions de gestion d'un patrimoine et de diffusion de la culture scientifique et technique. Il s'agit bien d'une configuration où un changement d'orientation politique à l'égard de la recherche s'accompagne de l'expression réitérée d'une préoccupation pour la culture scientifique et technique.

Cette loi pour l'autonomie des universités prolonge d'ailleurs une logique qui affectait plutôt le monde de la culture, celle de la décentralisation des pouvoirs dans des secteurs pourtant supposés relever typiquement d'une action publique égalitariste.

Si la conception universalisante de la culture, longtemps soutenue par l'État et mise en œuvre par le ministère de la Culture, a fini par céder le pas à des conceptions qui se prêtent beaucoup plus facilement à une différenciation territoriale des politiques culturelles (conception anthropologique ou historique), l'évolution a été bien différente pour les savoirs scientifiques, profondément ancrés dans une conception d'emblée résolument universalisante du rapport à la nature. Le rejet du modèle de référence égalitariste par les administrations centrales qui ont largement abandonné le pilotage politique des universités et d'une grande partie

14. Bernard Schiele, « Publiciser la science ! Pour quoi faire ? (Revisiter la notion de culture scientifique et technique) », *in* Isabelle Pailliart (éd.), *La publicisation de la science : Exposer, communiquer, débattre, publier, vulgariser – Hommage à Jean Caune*, Presses universitaires de Grenoble, 2005.

NecPlus | Téléchargé le 21/02/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 188.119.23.47)

des dispositifs de culture scientifique a certainement contribué à l'idée d'une crise potentielle des rapports à la science, ou parfois d'une crise anticipée des suites de ces transformations.

Les collectivités locales n'ont sans doute pas, quant à elles, été au bout des conséquences d'une perte du modèle de référence de l'élaboration, de la légitimation et de la diffusion des savoirs scientifiques. Elles ont rattaché les structures telles que les centres de sciences, les planétariums, les parcs scientifiques au système des structures culturelles, qui était déjà largement reconfiguré depuis les années 1980 par la transformation plus ancienne des conceptions de la culture évoquée plus haut. Cependant, la représentation d'un lien *d'évidence* entre sciences et progrès permet aux collectivités locales de passer sans heurt du rattachement des centres de culture scientifique et technique à la famille des établissements culturels de proximité, à leur ancrage dans des politiques de promotion et de développement des industries locales d'innovation technologique. Ces politiques supportent assez bien une différenciation locale des politiques de culture scientifique et technique entrant en contradiction avec le modèle de la science universalisante.

Les centres des sciences, au nombre desquels on peut désormais compter certains services des universités, peuvent ainsi supporter quantité d'enjeux nationaux et locaux contradictoires : mission historique de promotion de l'esprit scientifique et des valeurs universelles de la science comme exercice de la raison et quête de la vérité ; mission de lutte contre l'indifférence ou la méfiance à l'égard de la science ; mission de promotion de nouvelles figures de la relation entre sciences et société (notamment l'affirmation de l'utilité sociale des sciences et la promotion du modèle « participatif » de conversion du citoyen en contribuable actionnaire) ; mission de contribution au rayonnement économique et touristique d'une région ; mission de contribution au tissu des équipements éducatifs et des structures de loisirs de proximité ; mission d'expérimentation des innovations dans le domaine de l'ingénierie de la communication, etc.[15].

Le domaine de la culture scientifique, au sens où l'entendent ceux qui revendiquent ce terme dans leur action, est lui-même travaillé par des tendances multiples. Il continue de mobiliser le lien établi par le mouvement d'éducation populaire entre les professionnels du service public et les acteurs non professionnels d'un secteur associatif, car ces deux groupes sont porteurs des mêmes utopies politiques d'émancipation. Le milieu de la culture scientifique et technique est ainsi institutionnel, non pas au sens où il existerait dans un ensemble d'établissements professionnellement gérés par le pouvoir, mais au sens où il s'appuie sur une adhésion militante de ses membres à des missions de service public. Cependant, dans le même temps, valeurs professionnelles et valeurs militantes sont constamment opposées dans tout le champ culturel, au nom d'une figure d'opposition entre immobilisme des structures institutionnelles supposées

15. Les travaux de Schiele peuvent là encore permettre d'interpréter la simultanéité apparemment paradoxale entre cette fragmentation des modèles de référence et des politiques culturelles puis scientifiques, d'une part, et la décision en 2008 de créer avec Universciences un opérateur national unique de la culture scientifique et technique. C'est au moment historique d'abandon par l'État du monopole d'une politique scientifique fondée sur un modèle de référence universalisant que l'État manifeste de façon spectaculaire l'importance qu'il attache à la vulgarisation scientifique.

NecPlus | Téléchargé le 21/02/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 188.119.23.47)

résistantes à des changements et réactivité d'un secteur « non institutionnel » qui se développerait en opposition à l'immobilisme des pouvoirs. Ce secteur défini en opposition à tout ce qui est institutionnel peut recouvrir quantité de types d'acteurs et d'organisations, y compris les *réseaux sociaux*, désignés comme une sorte de nouvel espace d'action collective par les promoteurs d'un marché de l'ingénierie informatique de facilitation des échanges sociaux en ligne.

En outre, quantité d'acteurs et d'organisations qui ne se revendiquent pas d'une mission de promotion de la culture scientifique, mais de la défense ou de la promotion d'intérêts dans des domaines où les savoirs et l'action mobilisent un rapport aux sciences important (environnement, santé, innovation), sont désormais perçus par eux-mêmes, par les pouvoirs publics, par les chercheurs ou par les structures culturelles comme étant parties prenantes de la culture scientifique.

Un observatoire : une dynamique et des chiffres

En travaillant sur le projet de l'Observatoire, l'équipe de l'OCIM a mobilisé de nombreuses études, recherches, expertises sur la culture scientifique et technique.

Nous avons réalisé à quel point ces études et recherches rendaient compte – tout autant que de résultats proprement dits – de la diversité des enjeux, des paradigmes, des démarches, des partis pris dans la construction des connaissances relatives aux phénomènes de la culture scientifique et du caractère souvent très situé des résultats obtenus dans des structures particulières. Par exemple, les didacticiens ont conceptualisé l'éducation informelle et étudié les formes d'apprentissage ; les chercheurs en sciences de l'information et de la communication ont décrit le fonctionnement des espaces de légitimation et de circulation des discours à propos de sciences, les rapports aux publics, et les liens entre médias et culture scientifique. Les établissements eux-mêmes, comme la Cité des sciences et de l'industrie, la Casemate, plusieurs muséums, ont mené ou fait mener par des équipes de nombreuses études auprès de leurs publics : leur composition, leurs centres d'intérêts, leurs pratiques. À une autre échelle, il existe des enquêtes menées régulièrement auprès des populations européennes à propos de leurs attitudes à l'égard de la science, de la recherche, des chercheurs[16].

Une analyse et si possible une synthèse de tous ces travaux, des résultats et des questionnements qui les sous-tendent, sont apparues nécessaires dans le cadre même du projet d'observatoire. Le dispositif prévu était celui d'un ensemble d'archives commentées et partagées pour restituer les conditions de production et d'interprétation, et favoriser une réappropriation commune. L'Observatoire des politiques culturelles de grenoble a été une source d'inspiration très importante, car il avait clairement expliqué son positionnement en refusant de s'inscrire dans une approche statisticienne pour se présenter comme un dispositif de dialogue et de partage entre plusieurs types d'acteurs, notamment l'administration centrale, les collectivités locales et les opérateurs culturels.

16. Depuis 1973, la Commission européenne effectue des enquêtes sur les opinions des populations des États membres à propos de la citoyenneté, de l'éducation, de la santé, de la monnaie, des technologies de l'information, de l'environnement, des sciences, etc. Il s'agit des eurobaromètres.

NecPlus | Téléchargé le 21/02/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 188.119.23.47)

Il nous est apparu en particulier que les enjeux de la culture scientifique et technique, dans le contexte décrit plus haut, s'inscrivaient dans des problématiques territoriales que l'Observatoire devait respecter tout en donnant les moyens de contribuer à un partage des enjeux nationaux et internationaux, non pas en simplifiant et en évitant la référence aux contextes locaux mais tout au contraire, en restituant soigneusement ceux-ci. La montée en portée générale des connaissances et des enjeux ne pouvait être envisagée que par la compréhension de leur caractère toujours bien situé.

L'Observatoire du patrimoine et de la culture scientifiques et techniques est né officiellement avec l'organisation de rencontres professionnelles en 2009. Celles-ci avaient pour objectif de faire participer les acteurs concernés aux premiers chantiers développés par l'équipe[17]. Des ateliers avaient été organisés autour de quatre thèmes : données et indicateurs, politiques territoriales, emploi et formation, nouvelles pratiques et nouveaux publics. Ce qui a été présenté lors du colloque n'a pas été un outil technique ni un service administratif, mais l'ensemble des volets du dispositif d'observation proposé, les étapes de sa mise en place au cours de l'année qui avait précédé, les méthodes mises en œuvre, les objectifs et les enjeux communs et spécifiques des établissements et collectifs concernés.

Si cet événement avait pour objectif premier de donner une existence officielle à l'OPCST, il a également rendu manifeste la potentialité d'existence d'un collectif large préoccupé par l'exigence de réfléchir ensemble aux conditions politiques et empiriques d'exercice de l'activité de chacun, et aux transformations contemporaines des rapports aux savoirs et à la culture. Cette potentialité s'est exprimée avec d'autant plus de force que l'OCIM apparaissait depuis longtemps comme un foyer de sociabilités interprofessionnelles et un espace d'échanges de savoirs et de discussion du sens des pratiques dans les actions de formation, d'édition et de documentation.

Cette dynamique potentielle était déjà apparue lors des consultations préalables pendant la phase d'instruction du projet. Il apparaissait que l'Observatoire répondrait à des aspirations s'il contribuait à créer un espace où il serait possible d'exploiter et de discuter (lors de journées d'étude notamment) des éléments dont la valeur de référence tiendrait, non pas à leur caractère globalisant, mais au contraire à la mise en partage de pratiques expérimentées et de savoirs vécus.

Il a cependant été rappelé que le souhait des commanditaires n'était pas tant de proposer une dynamique que de construire une représentation des secteurs à partir d'indicateurs relatifs aux structures, aux publics, aux patrimoines, etc. Il a été précisé que l'Observatoire devait être un dispositif permettant le recueil de ces données. La demande des tutelles (ministérielle et universitaire) s'est peu à peu précisée et affirmée au fil des mois qui ont suivi le colloque inaugural de 2009 : mettre en visibilité un secteur en produisant des chiffres à propos des structures qui relèvent de la CST sur leur fonctionnement, leur offre, leurs publics, mais également sur les retombées économiques, sur l'appétence des jeunes pour les sciences, sur la fréquentation touristique, etc.

17. Présentation de l'OPCST : http://www.ocim.fr/spip.php?rubrique57 ; présentation des rencontres : http://www.ocim.fr/spip.php?rubrique72

NecPlus | Téléchargé le 21/02/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 188.119.23.47)

Le colloque inaugural a donc été très directement le théâtre d'un conflit de modèles latent dans la conceptualisation de ce qu'était un observatoire : donner de la visibilité ou bien contribuer à la dynamique d'un secteur sensible à la complexité.

Construire des catégories : outils de dialogue ou système de classement

À ce stade de la création d'un espace commun, sont nécessairement convoquées des démarches qui peuvent se ressembler beaucoup, mais différer fortement dans leurs principes et leurs objectifs : fixer des définitions communes ou bien tenter un classement des acteurs et structures existantes.

Il n'existe pas de définition objectivée de ce qu'est la culture scientifique et technique, qui permettrait de faire un premier grand ensemble séparant ce qui est à l'intérieur de ce qui est à l'extérieur : un premier Grand Partage, donc. Il existe en revanche quantité de réflexions et de travaux de référence qui nourrissent un débat permanent sur la culture scientifique et technique.

Le thème d'une nécessaire fixation de définitions et d'un lexique commun est un classique des réunions regroupant des acteurs très différents pour les besoins de projets ou de programmes partenariaux. Or, nombre de communautés ou de mondes existent sans aucun besoin de définition collective non ambiguë de l'objet qui les réunit. Les travaux en sciences sociales ont largement montré que dans bien des cas, ce qui rassemble des acteurs et fait vivre un domaine, ce n'est pas un ensemble de définitions, mais tout au contraire le tissu dense d'une multitude de médiations, discours, objets, pratiques, systèmes de relations qui, ensemble, donnent sa consistance, son épaisseur et sa cohérence à un domaine[18].

Les travaux de Foucault ont également montré que l'apparition et le développement de disciplines ne reposent pas sur l'existence de définitions, mais sur des processus de création de catégories par lesquelles de nouvelles relations structurent à la fois des savoirs, des pratiques, des dispositifs très concrets d'expression de ces disciplines.

En revanche, à partir du moment où la communauté se crée une représentation objectivée d'elle-même, peut-elle se passer d'une définition commune de ce qui constitue l'enjeu de cette représentation ?

Il nous semble que cette recherche éventuelle d'une définition commune n'est pas de même nature que la construction de catégories empiriques issues de l'inventaire des acteurs et structures du domaine (se nommer). Il existe en outre des familles de structures historiquement ou institutionnellement constituées (les muséums). D'une manière un peu caricaturale, on pourrait opposer une volonté « théorique » définitionnelle à une volonté « empirique » classificatoire. C'est cette dernière démarche qu'a mise en œuvre l'observatoire.

Une des premières activités de l'équipe a été de tenter un inventaire en dressant une première liste de l'ensemble des structures qui contribuent à la diffusion des savoirs dans la société, soit que cela constitue leur mission même, soit qu'il s'agisse d'une des dimensions de leur action. L'Observatoire de la culture et des communications du Québec s'est d'ailleurs construit à partir de cette

18. Antoine Hennion, *La passion musicale, une sociologie de la médiation*, Métalié, 2007 (rééd.).

NecPlus | Téléchargé le 21/02/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 188.119.23.47)

première étape : il a proposé une classification, reprise depuis par les institutions elles-mêmes[19].

L'exercice est complexe en soi, du fait du nombre et de la variété des structures et de la difficulté de fixer des frontières : est-ce qu'un parc thématique de type Futuroscope assure une mission d'intérêt général de transmission de connaissances ? Comment qualifier des engagements d'acteurs de la société qui se regroupent autour de causes communes (associations de patients, collectifs de défense de l'environnement) et deviennent ainsi non seulement experts, mais aussi pédagogues et producteurs d'informations ?

Le classement de certaines structures s'est rapidement avéré extrêmement délicat et les questions difficiles à trancher. Par exemple, est-ce qu'un musée d'ornithologie, monothématique, appartient à la catégorie « muséums », qui par tradition est une structure généraliste ? Un jardin privé ouvert à tous peut-il être intégré dans la famille des jardins botaniques ?

Ce travail de base qui apparaissait comme un préalable technique, une tâche de recueil de données, est devenu un authentique chantier de l'Observatoire, avec simultanément un objectif de recherche de consensus et un enjeu d'expression de points de vue différents. Pour certains de nos interlocuteurs, ce travail de consensus paraissant impossible à atteindre, le sens même de la construction de catégories descriptives des types d'acteurs et d'établissements était régulièrement remis en cause.

Pourtant, c'est ce travail de repérage en lui-même qui devient l'opérateur d'une réflexion collective : il révèle la complexité des situations, les conflits entre les structures (comme les jardins botaniques et les conservatoires, par exemple), l'existence de frontières très nettes (comme avec les médias). Cet exercice périlleux suscite de vives réactions, car il peut fragiliser les acteurs interrogés sur leur appartenance. Cependant, il offre l'avantage de nourrir une discussion dans un milieu qui vit et se nourrit du débat et d'une constante réappropriation réflexive de ses références, de ses frontières et des changements qu'il subit, qu'il accompagne ou qu'il suscite. Il nous semble que dans le domaine des institutions de la culture scientifique et technique, il existe une forme de réflexivité orientée vers le contrôle permanent de problèmes éventuels, exploitant le fait que la communauté incorpore nécessairement dans son fonctionnement une sensibilité à la montée du questionnement critique, aux transformations du fonctionnement des sciences, et à la nature des relations entre sciences et fonctionnement social et politique.

Mais ce qui apparaît comme une exigence nouvelle qui rompt définitivement avec un positivisme militant caractéristique de la vulgarisation des sciences de la nature avant les années 1970 devient paradoxalement le signe d'une fragilité dans la structuration des communautés scientifiques et des communautés dédiées au développement d'une culture scientifique. La prise en compte de la complexité des

19. Le *Système de classification des activités de la culture et des communications du Québec* répertorie tous les types d'établissements axés sur la création, la production, la diffusion ou la formation dans les différents domaines de la culture et des communications, au Québec : arts visuels, arts de la scène, patrimoine, livre, cinéma, télédiffusion, etc.

NecPlus | Téléchargé le 21/02/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 188.119.23.47)

sciences et de la pluralité des points de vue, promues comme thèmes à traiter pour le public, n'est pas particulièrement encouragée, ni reconnue lorsqu'il s'agit d'une posture développée dans des actions de communication à propos de sciences. Il est alors bien difficile de distinguer ce qui est ressenti comme crise, fragilisation, manque de visibilité, et ce qui est une prise en compte directe du caractère complexe et pluriel du rapport aux sciences dans la structuration du milieu de la culture scientifique lui-même.

Ce qui peut aider à ressentir, sinon à distinguer, la différence ou l'écart entre l'enjeu de visibilité et l'enjeu de prise en charge de la complexité, c'est la situation dans ou hors d'un espace de dialogue dont la dynamique est tolérante à la fois à l'arbitraire des catégories et à l'intérêt du débat sur les frontières de cet espace.

Modèles et indicateurs

Dans ces conditions, comme on l'a vu plus haut, la demande d'une visibilité accrue du domaine de la culture scientifique et technique (pour ses membres ou pour ses promoteurs et soutiens politiques) doit être questionnée. Il nous semble que cette exigence est l'une des réactions des pouvoirs publics à l'abandon des modèles de référence qui sous-tendaient une action publique militante et à la prise en compte d'une perception élargie des transformations détaillées plus haut. Ce qui est en crise, c'est la représentation du lien entre acteurs et promoteurs politiques, dans un contexte où l'on passe nécessairement d'une action publique volontariste à une sorte d'accompagnement politique d'une dynamique de transformation de ce que recouvrent les sciences et leur existence culturelle.

Dans la mesure où il y a, dans le même temps et pour les mêmes raisons, reflux de l'action politique volontariste et réaffirmation de l'importance de la maîtrise des enjeux de la production et légitimation de savoirs scientifiques, il nous semble que la tentation est grande de chercher à déplacer la réflexion sur les conditions de cette maîtrise vers un registre technique. Cela s'observe dans bien d'autres domaines, avec la production de dispositifs de mise en visibilité, et notamment la production de définitions destinées à fixer un lexique technique de spécialité, des référentiels, et des indicateurs destinés à figurer et comparer des états.

Le modèle sous-jacent est celui. . . du modèle !

L'Observatoire participe selon nous de la condensation de plusieurs significations du processus de modélisation dans les sciences et dans la culture, par rabattement des modèles explicatifs d'une part, des modèles utopiques d'autre part, sur les modèles expérimentaux destinés à créer des événements et des états qui sont possibles compte tenu de ce que l'on connaît d'un système donné.

Un observatoire correspond dans le champ social à une possibilité de pilotage par accompagnement en temps réel de l'état d'un système, et par engagements performatifs directement associés à ce pilotage auxquels peuvent contribuer l'ensemble des acteurs concernés, tour à tour acteurs culturels et agents techniques de production de représentations de leurs propres actions. Les points aveugles de ce mode de pilotage restent ses arrière-plans imaginaires, notamment les liens plus

NecPlus | Téléchargé le 21/02/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 188.119.23.47)

ou moins objectivés opérés entre la perception de la complexité, le recours à la notion de système et sa conversion en modèle. Il nous semble que le système est ici envisagé, non pas comme une proposition de conceptualisation d'un domaine complexe de la culture et de la société, mais comme un allant de soi réalisé, performé, par l'ingénierie de ses représentations et du suivi dynamique de ses états. L'Observatoire reste ainsi dans son principe rattaché à un lien implicite et donc non questionné entre représentations de la société, recours à une notion issue des sciences de la nature (le système) et relation entre production de savoirs et développement technique[20].

La magie des indicateurs mesurables s'appuie sur quantité de caractéristiques du chiffre dans cette pensée sur le monde social paradoxalement représenté à travers des modèles issus des sciences de la nature, au moment où le règne d'une pensée scientifique univoque s'est effondré.

Le chiffre se prête bien sûr à une traduction immédiate en valeur. Mais surtout, il est un opérateur de comparaison aisé, bien plus commode à manier que des concepts tiers opérateurs de comparaison issus des sciences humaines et sociales, et qui permet d'aligner, de poser côte à côte des phénomènes sociaux extrêmement éloignés (comme le consentement à payer une entrée dans un musée et l'achat d'une place de cinéma)[21].

L'obsession pour la production collective d'indicateurs n'exprime pas, à notre avis, une volonté directe de contrôle de l'action d'autrui grâce à la production de connaissances permettant d'éclairer la décision politique. Elle renvoie plutôt à la volonté de réagir au constat du caractère désormais ressenti comme hétérogène et complexe d'un domaine comme celui de la culture scientifique et technique, par la production d'une représentation symbolique de ce domaine. Ce dernier est alors considéré en tant que système grâce à un processus de modélisation *in vivo* de ce domaine appareillé de toute part pour produire en continu sa propre représentation et permettre ainsi un pilotage essentiellement par accompagnement ou plutôt par ajustement technique de ses états.

Dans le cas de l'observatoire qui nous occupe, la demande de résultats quantitatifs qui lui a été adressée peut être reliée à quantité de dispositifs législatifs ou réglementaires : ces derniers instaurent un pilotage politique des établissements chargés de mettre en œuvre les missions institutionnelles, par la mesure de la performance et le contrôle de l'usage de l'argent : on peut citer notamment la Révision générale des politiques publiques, la loi organique des finances, la réforme fiscale des collectivités territoriales, le Grand Emprunt et les Investissements d'avenir, la loi sur l'autonomie des universités, etc. Les tutelles politiques se transforment en financeurs soucieux d'avoir des retours directs et de disposer d'éléments de comparaison pour exercer un pilotage par ajustement, notamment par la pratique d'un intense *benchmarking* inter-régional, et inter-sectoriel.

20. Le lien entre observatoire et pensée scientifique peut ainsi rester indirect et ne pas être inclus dans la réflexion sur ce que recouvrent les sciences et la culture scientifique.

21. Voir Julie Bouchard (dir.), « La communication nombre », *MEI*, 28, 2008.

NecPlus | Téléchargé le 21/02/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 188.119.23.47)

Du coopératif à la pluralité des points de vue

L'un des défis premiers pour l'Observatoire du patrimoine et de la culture scientifiques et techniques a été de rendre explicite la situation de l'équipe chargée de la mise en œuvre de l'observatoire, pour éviter de gagner l'adhésion des acteurs sur la base d'un malentendu sur la nature d'un observatoire riche de potentialités.

Cependant, en dépit du choix de répondre à la demande des tutelles pour développer un outil de pilotage par la mesure, l'équipe de l'OCIM a maintenu ouverte la possibilité d'une orientation de l'observatoire dans le sens de la création d'un espace collectif de partage.

La méthode de recueil de données s'est ainsi inspirée de la démarche coopérative initiée par la Fédération des scènes de musique actuelle – la Fédurock – qui a mis en place depuis 10 ans une plateforme collaborative en ligne de production de données collectives.

L'observatoire est donc actuellement sur le fil du rasoir, entre la demande des tutelles et le développement d'une dynamique coopérative qui s'appuie sur les aspirations d'une communauté militante. Ce sont ces aspirations politiques et le crédit dont bénéficie l'OCIM, en tant qu'espace de coopération, qui rendent possible l'adhésion à la perspective de fournir des informations.

De fait, en tant que service d'une université, l'OPCST n'a aucune autorité pour obliger les structures à fournir des informations. On ne pouvait ignorer en outre les risques de refus justifiés des acteurs pour transmettre des informations qui contribuaient à une « mécanique » évaluative et comparative ressentie comme destructrice pour eux et pour l'ensemble du milieu de la culture scientifique et technique. On ne pouvait ignorer non plus le fait que cet effort s'ajoutait à l'extraordinaire inflation des tâches bureaucratiques engendrées par les dispositifs législatifs cités plus haut.

Ainsi, il nous est apparu évident que les acteurs devaient être partie prenante des décisions relatives à la mise en place des conditions et méthodes d'observation.

En outre, comme nous l'avons dit plus haut, la valeur générale des connaissances produites ne peut pas être obtenue, selon nous, par l'élision des enjeux particuliers, mais tout au contraire, par une prise en compte précise des situations et des enjeux propres à des régions, des secteurs, des statuts. Ce sont les acteurs qui ont la connaissance de ces éléments : il serait parfaitement impossible pour l'équipe de l'OPCST de connaître précisément les pratiques des différentes catégories d'acteurs, les priorités spécifiques de certains établissements (par exemple ce que recouvre la gestion des collections pour les muséums), l'état des transformations en cours dans les universités, les enjeux autour des investissements d'avenir pour les CCSTI, etc.

Le débat et l'association aux décisions sont ainsi devenus une exigence dans les différentes étapes de construction d'un observatoire : les indicateurs que l'on se donne, la formulation des questionnaires, la sollicitation des structures concernées et enfin l'interprétation des résultats. L'observatoire est donc aussi un espace et une dynamique. Un groupe pilote a été créé pour l'animation d'un réseau qui se réunit régulièrement. Ce groupe ne cherche pas à se substituer aux acteurs qui sont responsables de leurs propres initiatives, et ne se place pas non plus sur le

NecPlus | Téléchargé le 21/02/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 188.119.23.47)

terrain des chercheurs qui peuvent proposer une analyse critique des démarches et résultats fournis par l'observatoire.

Il est apparu toutefois nécessaire par la suite de solliciter une personnalité compétente, externe à la fois aux structures de la culture scientifique, aux instances de tutelle et à l'équipe de l'OCIM et qui nous accompagne dans le traitement et l'interprétation des résultats. Cette personne est dans le meilleur des cas un universitaire qui connaît bien le domaine de la culture scientifique et technique. Il contribue à élargir l'espace de la discussion à propos de l'observatoire et à éviter que celle-ci ne soit rabattue sur une confrontation entre défense des intérêts des acteurs du milieu et exigence de contrôle de la part des tutelles : la dynamique choisie amène ainsi à prévoir une évolution des frontières créées par le dispositif.

Cette méthode d'observation ne relève pas seulement d'un mode de recueil de données, mais s'inscrit dans une logique de pacte où l'ensemble des participants est invité à mobiliser le collectif pour la fabrication de l'outil, sa mise en œuvre et la diffusion des résultats. Comme le prouve l'expérience de la Fédurok, le processus est, après plusieurs années, probant notamment par le taux de retour des questionnaires (+ de 70 %) et sa vitalité dans le milieu (tout le monde s'appuie sur leurs résultats). Toutefois, ce mode coopératif pose certains problèmes, et notamment celui de la lourdeur et de la gestion du temps. En effet, il apparaît de plus en plus difficile de réunir plusieurs directeurs de structures, éparpillés sur le territoire national et très pris dans la gestion quotidienne de leur structure, de trouver un consensus sur la formulation des questions et les propositions de catégories. La méthode du coopératif, qui repose sur un travail à long terme, peut être facilement remise en question dans le contexte actuel de demande immédiate de chiffres, quelles que soient leur pertinence et leur assise scientifique. Aussi se pose la question de l'opportunité de proposer des dispositifs d'intérêts généraux quand chacun des acteurs doit déjà répondre à des préoccupations locales.

Conclusion : au-delà de la complexité, la question des valeurs

Il serait réducteur de s'en tenir à l'analyse de la volonté de création d'un observatoire comme réaction à la complexité, désormais partout constatée, du domaine que l'on se propose d'observer, ou encore à celle d'une représentation de ce domaine devenu si complexe qu'il suscite l'exigence de devenir à nouveau visible, ou plutôt visible autrement.

Il se passe autre chose dans la mise en œuvre d'un observatoire. Nous l'avons dit, celui-ci active lui-même ce en réaction de quoi il est mis en œuvre, à savoir la légitimité désormais reconnue d'interprétations plurielles et sensibles à la complexité et l'hétérogénéité des savoirs.

La mise en œuvre est l'occasion d'une discussion intense et continue entre de très nombreux acteurs qui se réunissent pour débattre. Ils produisent quantité de formulations, de propositions, d'énoncés relatifs à la culture scientifique, ils écoutent et se rendent témoins de quantité d'autres formulations, propositions et énoncés. Ils réagissent aux synthèses effectuées par l'équipe chargée de la mise en œuvre de l'observatoire. Cette activité collective ne peut pas aboutir à la production de définitions techniques et d'indicateurs communs, sauf si l'on considère qu'un

NecPlus | Téléchargé le 21/02/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 188.119.23.47)

pouvoir intervient pour imposer par les moyens de pression dont il dispose la production de définitions et d'indicateurs communs, comme c'est le cas par exemple pour l'évaluation des pratiques et des productions de recherche.

Cependant, le mot d'ordre de l'évaluation de toute activité par la mesure de ses retombées est si répandu dans tant de secteurs d'activité et de production qu'il n'est pas impossible qu'il hante les idées relatives à ce que pourrait être l'observatoire. En effet, la plupart des structures institutionnelles sont sommées de fournir des éléments qui permettent de démontrer qu'ils *font* quelque chose qui puisse être prouvé par la mesure d'un changement d'état (par exemple, l'accroissement du public, le changement de sa composition). La mesure de l'impact devient un enjeu d'autant plus sensible que la portée d'une action est difficilement quantifiable (l'expérience culturelle, la rencontre humaine, le développement personnel).

Cependant, en l'état actuel, l'Observatoire de la culture scientifique et technique n'est en aucun cas un dispositif d'évaluation. Aucun pouvoir, à ce stade, n'impose une production forcée de définitions et d'indicateurs. L'ambition est en effet tout autre, puisqu'on ne vise pas l'optimisation de la gestion d'une sorte d'« entreprise » de production de connaissances, mais la production d'une représentation collective d'un domaine complexe.

Le dialogue ne peut pas se dissoudre dans la production de définitions et d'indicateurs, car il ne peut avoir de finalité technique dans la mesure où il s'agit d'une activité qui échappe à tout modèle instrumental de la communication. On ne reviendra pas ici sur ces débats fondamentaux en communication, mais on peut mettre en avant le fait que le dialogue fait nécessairement exprimer et ressentir ensemble le caractère situé et mouvant de chaque conception. Il amène à restituer des contextes dans lesquels des représentations sont élaborées et mobilisées, à évoquer les rapports sociaux qui sont activés par ces usages et qui permettent de préciser ceux-ci, à désigner les effets empiriques de ces représentations, qui s'incarnent dans des organisations et dans des environnements matériels. Il permet également d'expérimenter des propositions et donc de contribuer à des transformations de ces contextes, de ces rapports sociaux, de ces effets, et donc, des représentations vivantes. C'est cette capacité du dialogue à créer des événements nouveaux qui peut parfois inspirer l'idée de l'utiliser comme une technique de management visant à orienter des conduites. Cependant, ceci n'est possible qu'à condition que les rapports de pouvoir qui structurent le dialogue ne soient pas transformés par celui-ci. Il est cependant surprenant que les situations de débat soient actuellement promues comme technique de diffusion des savoirs et de gestion des conduites, alors même qu'elles peuvent en principe déboucher sur une remise en cause des cadres qui ont rendu le débat nécessaire.

Lors de l'élaboration du dispositif d'observation de la culture scientifique et technique, nous sommes ainsi entrés dans un débat relatif au sens des pratiques chez les acteurs[22], car plus que la préoccupation d'une mesure d'impact, c'est bien la question de la signification qui constitue l'un des éléments transversaux des

22. Voir à ce propos le texte et les références dans Florence Belaën, *Enquête sur les valeurs professionnelles dans le champ de la CST*, rubrique « Observatoire », *Lettre de l'OCIM*, 135, 2011. http://www.ocim.fr/spip.php?rubrique100

NecPlus | Téléchargé le 21/02/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 188.119.23.47)

discussions menées avec pratiquement tous les acteurs rencontrés, sans doute dans la mesure où la culture scientifique et technique, même professionnalisée, reste très marquée par l'exigence militante.

Le dialogue fait ainsi apparaître la possibilité, non pas d'une représentation objectivée d'un domaine, mais de la construction commune de quelque chose qui participe du sens de l'action dans un espace différent de celui qui est le cadre d'action quotidien au sein d'une collectivité, dans un territoire, à propos d'enjeux spécifiques. L'observatoire crée donc un espace de sociabilité élargie, qui est un espace potentiel de partage, car il est espace de construction d'une intersubjectivité relative au sens des pratiques et des productions dans le domaine de la culture scientifique. Il se crée quelque chose comme une assemblée qui peut être potentiellement instituante.

Ce modèle ainsi activé est tout autre que celui qui inspire l'observatoire-pilotage d'un système complexe : il s'agit d'un modèle utopique commun à une conception dialogique des sciences et à l'espace du dialogue politique.

On retrouve dans cette condition de l'observatoire comme ré-activateur d'une possibilité de réengager l'ensemble des valeurs d'émancipation et d'œuvrer à l'élaboration d'un espace dans lequel les pratiques prennent ce sens collectivement une configuration proche de celles que nous avions repérées dans les dispositifs d'enquête préalables à des projets d'exposition. La consultation préalable, au stade du projet, réactive des potentialités institutionnelles et notamment des aspirations politiques dont il n'était pourtant pas certain qu'elles soient encore exprimables.

Si l'observatoire peut être inspiré par un rabattement des modèles heuristique et utopique sur un dispositif d'ingénierie, dans les faits, sur le terrain vivant des rencontres et des échanges, il active aussi les modèles heuristiques et utopiques de la communication, de la vie des sciences et du débat politique.

L'OPCST ou tout autre observatoire devient ainsi un fantastique activateur de la pensée sur les modèles, et plus particulièrement d'une compétition de modèles entre ingénierie d'un pilotage par accompagnement et ajustement des états d'un système, représentation de la complexité de ce système, espace de communication sociale et modèle de création d'un collectif instituant.

JOËLLE LE MAREC ET FLORENCE BELAËN